

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1086

25 avril 2015

SOMMAIRE

Accumalux Group S.A.	52085	Lampsane Investissement S.A.	52082
Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l.	52087	Lendico Spain	52088
AM Solutions	52116	LSP Constructions	52082
Auris Luxembourg II S.A.	52109	Luxembourg Corporate Outsourcing Services S.A.	52089
Bréck S.C.I.	52095	Minusines S.A.	52087
Buxan S.A.	52090	Orco Property Group	52090
Cartils Holdings S.à r.l.	52090	P1 Technologies S.A.	52108
Cheniclem S.A.	52085	Parafin Spf S.A.	52085
Consultim Investissements S.A.	52082	Performance Technologie S.A.	52087
CPI Property Group	52092	Phase In S.à r.l.	52119
Cyrlux S.à r.l.	52094	PHS General Design S.A.	52084
Cytheo International S.à.r.l.	52120	Poudrerie de Luxembourg	52086
Danske Bank International S.A.	52118	Ragtime Investissements S.A.	52083
ELM Development S.C.A.	52084	Rucio Investment S.à r.l.	52086
Eye Shelter S.A.	52083	SCP III Holding SCS	52128
Finpadana International S.A.	52099	S.I.P. S.A.	52086
Gagfah S.A.	52111	SMTC S.A.	52086
Global Diversified Sicav	52089	Solsticium S.A.	52088
GLOBALUX Promotion & Event Agency A.s.b.l.	52089	Thiam S.A.	52083
Integrated BioBank of Luxembourg	52095	Weatherford European Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	52112
Interportfolio II	52095	West Fields Consolidated S.A., SPF	52084
Jabelmalux S.A.	52088	Wiljo Letzebuerg S.A.	52087

LSP Constructions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2355 Luxembourg, 10, rue du Puits.

R.C.S. Luxembourg B 195.193.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire du 05 mars 2015

Que l'associée unique, Madame Sandrine SPIOTTI, gérante, née à Mont-Saint-Martin (France) le 24 décembre 1985, demeurant à L-8186 Kopstal, 3, rue Mercier, a pris les résolutions suivantes:

1. Accepte la démission du gérant technique, Monsieur Daniel Jorge FERREIRA DA COSTA, né à S. Pedro de Casteloes (Portugal) le 13 octobre 1975, demeurant à L-1941 Luxembourg, 317, route de Luxembourg

2. Est appelé aux fonctions de gérant technique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Vasco Manuel OLIVEIRA RODRIGUES, gérant, né le 01-10-1965 à Vale de Cambra (Portugal), demeurant à L-1327 Luxembourg, 2, rue Charles VI

Fait à Luxembourg, le 05 mars 2015.

Madame Sandrine SPIOTTI.

Référence de publication: 2015041758/17.

(150047205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Consultim Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 127.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 mai 2015 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015057775/10/18.

Lampsane Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 181.120.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 2015 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation de deux Administrateurs;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058700/10/19.

Ragtime Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 132.148.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *20 mai 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058350/10/18.

Eye Shelter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 159.398.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *20 mai 2015* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058505/10/18.

Thiam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 81.911.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *21 mai 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058636/10/18.

ELM Development S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 15, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 164.118.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *21 mai 2015* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. décharge spéciale aux membres du Conseil de Surveillance et au gérant, pour la non-tenu de l'Assemblée Générale Ordinaire à la date statutaire;
2. lecture du rapport de gestion du Gérant portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
3. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
4. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
5. décharge aux membres du Conseil de Surveillance et au Gérant;
6. divers.

Le Gérant.

Référence de publication: 2015059510/10/18.

PHS General Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 31, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 181.572.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 mai 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015059511/10/18.

West Fields Consolidated S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 19.460.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le *12 mai 2015* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015060975/795/18.

Parafin Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 41.667.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2015 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015060974/795/16.

Cheniclem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 62.863.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 2015 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015058702/10/18.

Accumalux Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, Allée de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 178.160.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 13 mai 2015 à 15.30 heures au siège social à Kockelscheuer, Luxembourg, allée de la Poudrerie, à l'effet de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire arrêtés au 31.12.2014.
2. Examen et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2014.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

Pour prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Kockelscheuer, le 13 avril 2015.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015057143/20.

Rucio Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 167.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 174.030.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015041922/9.

(150047504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

S.I.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val St. André.

R.C.S. Luxembourg B 166.576.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires du 20 février 2015

Monsieur Marcel de Groot (demeurant: Graaf Van Egmontstraat 35A, 2000 Anvers) est révoqué en tant qu'administrateur de catégorie A.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015041929/11.

(150047642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

SMTC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 49.896.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 11 mars 2015 à Luxembourg.

Le conseil décide de nommer Monsieur Federigo Cannizzaro di Belmontino né le 12.09.1964 à La Spezia (Italie), résident professionnellement au 11, avenue de la Porte Neuve - L-2227 Luxembourg comme Président de la Société avec effet à la date du présent conseil. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SMTC S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015041262/14.

(150046836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

Poudrerie de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, allée de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 5.955.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 13 mai 2015 à 15.00 heures au siège social à Kockelscheuer, Luxembourg, allée de la Poudrerie, à l'effet de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire arrêtés au 31.12.2014.
2. Examen et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2014.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
5. Divers.

Pour prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Kockelscheuer, le 13 avril 2015.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015057145/20.

Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.163.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015041341/9.

(150048072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Wiljo Letzebuerg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 76.032.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015041314/9.

(150046613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

Performance Technologie S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 144.780.

- Monterey Audit Sarl, agent domiciliataire, dénonce le siège social de la société
Performance Technologie S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 144.780.

et domiciliée au 29, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 mars 2014.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2015038801/13.

(150043830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

Minusines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1022 Luxembourg, 8, rue François Hogenberg.
R.C.S. Luxembourg B 3.825.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 12 mai 2015 à 10 heures au siège social de la Société.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'entreprise.
3. Approbation des comptes annuels au 31.12.2014 et affectation du résultat.
4. Décharges à donner aux Administrateurs et au Réviseur.
5. Remplacement d'un Administrateur démissionnaire.
6. Election statutaire (du Réviseur d'entreprise).
7. Divers.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bloquer leurs titres au porteur, auprès de la banque dépositaire agréée, pour le jeudi 7 mai 2015 au plus tard (article 17 des statuts).

Les propriétaires d'actions nominatives inscrites au registre des actionnaires de la société sont exemptés de cette procédure.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015057771/23.

Solsticium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 34, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 115.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Pour compte de Solsticium S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2015039388/12.

(150044427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

Lendico Spain, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.213.

En date du 1^{er} octobre 2014, le siège social de la Société a été transféré du 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg avec effet immédiat.

En conséquence, l'associé commandité et gérant de la Société, CIS Internet Holding (GP) précité, a également déménagé son siège social au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2015.

Lendico Spain

Référence de publication: 2015039808/14.

(150045147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Jabelmalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.811.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *12 mai 2015* à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Collège des Commissaires pour les comptes annuels au 31 décembre 2014
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs, au Collège des Commissaires
4. Nominations statutaires
5. Divers.

Pour assister valablement à l'assemblée, conformément à l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'«immobilisation des actions et parts au porteur» et aux statuts de la société JABELMALUX S.A., le Conseil d'Administration de la Société invite les détenteurs d'actions au porteur JABELMALUX S.A. à déposer les actions au siège social de la société en vue de leur conversion en actions nominatives pour le 7 mai 2015 au plus tard.

Le Conseil d'Administration de la Société rappelle que

- les droits de vote attachés aux actions au porteur qui n'ont pas été immobilisées au 18 février 2015 ont automatiquement été suspendus. Seul le dépôt de ces titres en vue de leur conversion en actions nominatives permettra aux détenteurs d'actions au porteur de récupérer les droits attachés à ces titres.
- les actions au porteur qui n'auront pas été immobilisées dans un délai de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi devront être annulées et il devra être procédé à une réduction du capital souscrit d'un montant correspondant.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015060973/795/28.

GLOBALUX Promotion & Event Agency A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-8012 Strassen, 13, rue Belair.

R.C.S. Luxembourg F 9.008.

AUFLÖSUNG

Hiermit haben wir Wasmer Tom, Wasmer Marc und Wasmer Alice am 01.02.2015 die Auflösung (Liquidation) der Globalux Promotion & Event Agency a.s.b.l beschlossen inklusive deren Aktivitäten.

Der Restbetrag der Globalux Promotion & Event Agency a.s.b.l wird an die Fondation Cancer überwiesen und somit ist die Auflösung (Liquidation) der Globalux Promotion & Event Agency a.s.b.l abgeschlossen.

Référence de publication: 2015039744/12.

(150045220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Luxembourg Corporate Outsourcing Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 187.539.

Extrait de la résolution prise par l'administrateur unique du 06 mars 2015

Transfert du siège social de la société du 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 mars 2015.

Pour Luxembourg Corporate Outsourcing Services S.A.

L'administrateur unique

Référence de publication: 2015039835/14.

(150045121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Global Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 80.775.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le 15 mai 2015 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts relatif à l'objet social en vue de lui donner la teneur suivante:
«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds à sa disposition dans des valeurs mobilières et dans d'autres actifs autorisés, en vue d'une répartition des risques d'investissement et pour faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.
La Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet social, dans toute la mesure permise par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ou toute loi remplaçant ou modifiant celle-ci (la «Loi du 17 décembre 2010»).»
2. Modification des articles 5, 6, 8, 12, 14, 20, 21, 27, 28, 30 des statuts afin d'être en concordance avec les dispositions législatives actuelles.
3. Suppression de l'article 7 des statuts relatifs aux certificats perdus ou endommagés.
4. Divers.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est représenté. Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire seront adoptées si elles sont votées à la majorité de deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015060972/755/28.

Buxan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 27.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015041427/10.

(150047986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Cartils Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 183.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cartils Holdings S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015041431/11.

(150047924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Meeting") to be held at the registered office of the Company at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 May 2015 at 14:00 CET, to discuss and to vote on the agenda indicated below.

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the approved auditors (réviseurs d'entreprises agréé) of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
2. Presentation and approval of the statutory annual accounts for the financial year ended 31 December 2014.
3. Presentation and approval of the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2014.
4. Allocation of the financial results in relation to the financial year ended 31 December 2014.
5. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2014.
6. Discharge to be granted to the auditors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2014.
7. Decision to appoint Mr. Jiri Dederá to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
8. Decision to appoint Mr. Edward Hughes to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
9. Decision to appoint Mr. Pavel Spanko to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
10. Decision to appoint Mr. Guy Wallier to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
11. Subject to approval of item 7 of the agenda, decision to appoint Mr. Jiri Dederá as the Managing Director (administrateur délégué) of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
12. Decision to terminate the mandate of H.R.T. Révision S.A. as an auditor of the Company, with immediate effect.

ATTENDING THE MEETING

In order to attend the Meeting, shareholders must provide the Company with the following three items as explained in greater detail below: (i) Record Date Confirmation, (ii) Attendance and Proxy Form, and (iii) Proof of Shareholding.

Record Date Confirmation: This document shall be provided to the Company by a shareholder at the latest by 23:59 CET on the Record Date. The Record Date is 14 May 2015 (the "Record Date", i.e. the day falling fourteen (14) days before the date of the Meeting).

The Record Date Confirmation must be in writing and indicate that a shareholder holds the Company shares and wishes to participate in the Meeting. A template form of the Record Date Confirmation is available on the Company's website at www.orcogroup.com.

The Record Date Confirmation must be sent to the Company by post or electronic means so that it is received by the Company at the latest by 23:59 CET on the Record Date, i.e. 14 May 2015, to:

Orco Property Group

40, rue de la Vallée

L-2661 Luxembourg

Tel: + 352 26 47 67 1;

Fax: + 352 26 47 67 67;

email: generalmeetings@orcogroup.com

Attendance and Proxy form: A template form is available on the Company's website at www.orcogroup.com and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or be represented at the Meeting.

Proof of Shareholding: This document must indicate the shareholder's name and the number of Company shares held at 23:59 CET on the Record Date. The Proof of Shareholding shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the shares are on deposit. Please note that Proof of Shareholding is not necessary for those shareholders whose shares are still recorded as registered shares in the Company's shareholders register.

Shareholders wishing to attend the Meeting must send the Attendance and Proxy form together with the relevant Proof of Shareholding by post or electronic means so that they are received by the Company at the latest by noon (12:00 noon CET) on 25 May 2015, to:

Orco Property Group

40, rue de la Vallée

L-2661 Luxembourg

Tel: + 352 26 47 67 1;

Fax: + 352 26 47 67 67;

email: generalmeetings@orcogroup.com

Please note that only persons who are shareholders at the Record Date and have timely submitted their Record Date Confirmation, Attendance and Proxy form, and Proof of Shareholding shall have the right to participate and vote in the Meeting.

Documentation and information: The following documents and information are available for the shareholders on our website: www.orcogroup.com and, in particular, in the "Shareholder Corner":

- the present convening notice;
- the total number of shares and the voting rights in the Company as at the date of this convening notice;
- the documents to be submitted to the Meeting (in particular the reports of the board of directors and of the approved auditors (réviseurs d'entreprises agréé), the statutory annual accounts for the financial year ended 31 December 2014 and the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2014);
- the draft resolutions of the Meeting. Any draft resolution(s) submitted by shareholder(s) shall be added to the website as soon as possible after the Company has received them;
- the Record Date Confirmation form; and
- the Attendance and Proxy form.

The above documents may also be obtained by shareholders upon written request sent to the following postal address: Orco Property Group, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

For further information, visit our website: www.orcogroup.com and, in particular, the "Shareholder Corner".

Quorum Requirement: The Meeting shall validly deliberate regardless of the corporate capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Right to add new items on the agenda: One or more shareholders together representing at least five per cent of the share capital has the right to (i) put one or more items on the agenda of the Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Meeting.

Such requests must:

- be in writing and sent to the Company by post (at the following address: Orco Property Group, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg) or electronic means (at the following email address: generalmeetings@orcogroup.com) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the Meeting;

- include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;

- be received by the Company at least twenty two (22) days before the date of the Meeting, i.e. 6 May 2015.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within (forty-eight) 48 hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the Meeting.

If you need further assistance or information, please contact: Orco Property Group, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Tel: + 352 26 47 67 1; Fax: + 352 26 47 67 67; email: generalmeetings@orcogroup.com

Luxembourg, 24 April 2015.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015058703/106.

CPI Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 102.254.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Meeting") to be held at the registered office of the Company at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 May 2015 at 10:00 CET, to discuss and to vote on the agenda indicated below.

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the approved auditors (réviseurs d'entreprises agréé) of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
2. Presentation and approval of the statutory annual accounts for the financial year ended 31 December 2014.
3. Presentation and approval of the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2014.
4. Allocation of the financial results in relation to the financial year ended 31 December 2014.
5. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2014.
6. Discharge to be granted to the auditors in respect of the performance of their duties during the financial year ended 31 December 2014.
7. Decision to appoint Mr. Martin Nemecek to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
8. Decision to appoint Mr. Edward Hughes to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
9. Decision to appoint Mr. Radovan Vitek to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
10. Decision to appoint Mr. Tomas Salajka to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
11. Decision to appoint Mr. Philippe Magistretti to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
12. Decision to appoint Mr. Oliver Schlink to the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.
13. Subject to approval of item 7 of the agenda, decision to appoint Mr. Martin Nemecek as the Managing Director (administrateur délégué) of the Company until the Annual General Meeting of 2016 concerning the approval of the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2015.

14. Decision to terminate the mandate of H.R.T. Révision S.A. as an auditor of the Company, with immediate effect.

ATTENDING THE MEETING

In order to attend the Meeting, shareholders must provide the Company with the following three items as explained in greater detail below: (i) Record Date Confirmation, (ii) Attendance and Proxy Form, and (iii) Proof of Shareholding.

Record Date Confirmation: This document shall be provided to the Company by a shareholder at the latest by 23:59 CET on the Record Date. The Record Date is 14 May 2015 (the "Record Date", i.e. the day falling fourteen (14) days before the date of the Meeting).

The Record Date Confirmation must be in writing and indicate that a shareholder holds the Company shares and wishes to participate in the Meeting. A template form of the Record Date Confirmation is available on the Company's website at www.cpipeg.com.

The Record Date Confirmation must be sent to the Company by post or electronic means so that it is received by the Company at the latest by 23:59 CET on the Record Date, i.e. 14 May 2015, to:

CPI PROPERTY GROUP

40, rue de la Vallée

L-2661 Luxembourg

Tel: + 352 26 47 67 1;

Fax: + 352 26 47 67 67;

email: generalmeetings@cpipeg.com

Attendance and Proxy form: A template form is available on the Company's website at www.cpipeg.com and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or be represented at the Meeting.

Proof of Shareholding: This document must indicate the shareholder's name and the number of Company shares held at 23:59 CET on the Record Date. The Proof of Shareholding shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the shares are on deposit. Please note that Proof of Shareholding is not necessary for those shareholders whose shares are still recorded as registered shares in the Company's shareholders register.

Shareholders wishing to attend the Meeting must send the Attendance and Proxy form together with the relevant Proof of Shareholding by post or electronic means so that they are received by the Company at the latest by noon (12:00 noon CET) on 25 May 2015, to:

CPI PROPERTY GROUP

40, rue de la Vallée

L-2661 Luxembourg

Tel: + 352 26 47 67 1;

Fax: + 352 26 47 67 67;

email: generalmeetings@cpipeg.com

Please note that only persons who are shareholders at the Record Date and have timely submitted their Record Date Confirmation, Attendance and Proxy form, and Proof of Shareholding shall have the right to participate and vote in the Meeting.

Documentation and information: The following documents and information are available for the shareholders on our website: www.cpipeg.com:

- the present convening notice;
- the total number of shares and the voting rights in the Company as at the date of this convening notice;
- the documents to be submitted to the Meeting (in particular the reports of the board of directors and of the approved auditors (réviseurs d'entreprises agréé), the statutory annual accounts for the financial year ended 31 December 2014 and the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2014);
- the draft resolutions of the Meeting. Any draft resolution(s) submitted by shareholder(s) shall be added to the website as soon as possible after the Company has received them;
- the Record Date Confirmation form; and
- the Attendance and Proxy form.

The above documents may also be obtained by shareholders upon written request sent to the following postal address: CPI PROPERTY GROUP S.A., 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

For further information, visit our website: www.cpipeg.com.

Quorum Requirement: The Meeting shall validly deliberate regardless of the corporate capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Right to add new items on the agenda: One or more shareholders together representing at least five per cent of the share capital has the right to (i) put one or more items on the agenda of the Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Meeting.

Such requests must:

- be in writing and sent to the Company by post (at the following address: CPI PROPERTY GROUP, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg) or electronic means (at the following email address: generalmeetings@cpipg.com) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the Meeting;

- include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;

- be received by the Company at least twenty two (22) days before the date of the Meeting, i.e. 6 May 2015.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within (forty-eight) 48 hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the Meeting.

For further information, visit our website: www.cpipg.com.

If you need further assistance or information, please contact: CPI PROPERTY GROUP, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Tel: + 352 26 47 67 1; Fax: + 352 26 47 67 67; email: generalmeetings@cpipg.com.

Luxembourg, 24 April 2015.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015060146/113.

Cyrlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165D, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 159.131.

L'an deux mille quinze, le trois mars.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

ONT COMPARU:

Monsieur Cyril JUILLARD, attaché commercial, né à Montreuil-sous-Bois, France, le 29 octobre 1965 (Matricule 1965 1029 00068), demeurant à F-54150 Lubey, 21, rue de Verdun.

Lequel comparant déclare être le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée CYRLUX S.à r.l., avec siège social à L-5408 Bous, 45, route de Luxembourg,

constituée suivant acte reçu par le notaire Joëlle BADEN, de résidence à Luxembourg, en date du 28 janvier 2011, publié au Mémorial C no 1072 en date du 20 mai 2011.

Lequel associé s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et dont il déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable les résolutions suivantes:

1.- L'assemblée générale décide de transférer le siège social à Pétange.

2.- Suite à la résolution qui précède le premier alinéa de l'article 4 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Pétange. (...)»

3.- L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social à L-4751 Pétange, 165D, route de Longwy.

Plus rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais et charges en rapport avec le présent acte resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état ou demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Juillard, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 mars 2015. Relation: EAC / 2015 / 5198. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039646/35.

(150045007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Integrated BioBank of Luxembourg, Fondation.

Siège social: L-1210 Luxembourg, 6, rue Nicolas Ernest Barblé.
R.C.S. Luxembourg G 195.

En application de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics et de l'article 13 des statuts de la fondation Integrated BioBank of Luxembourg, le conseil d'administration de la fondation dans sa réunion du 18 décembre 2014 et le Gouvernement en sa réunion de conseil du 2 avril 2015 ont décidé la transmission de la totalité du patrimoine, l'universalité des droits et obligations de la fondation Integrated BioBank of Luxembourg, ainsi que les échantillons de sang, d'urine, de sérum, de tissu biologique ou d'autre matériel biologique d'origine humaine, collectés au cours de l'existence de la fondation au centre de recherche public Luxembourg Institute of Health. Par les mêmes décisions la dissolution de la fondation Integrated BioBank of Luxembourg a été actée.

Pour la fondation Integrated BioBank of Luxembourg

Dr Cathérine Larue

Directeur/CEO

Référence de publication: 2015059069/17.

(150066637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2015.

Interportfolio II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 49.512.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société INTERPORTFOLIO II, décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx en date du 31 juillet 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 12 mars 2015.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la succursale luxembourgeoise de BNP Paribas Securities Services au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Les sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation et dont la remise n'aurait pu leur être faite seront déposées à la Caisse de Consignation de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015045140/16.

(150051075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

Bréck S.C.I., Société Civile.

Siège social: L-6570 Osweiler, 2, Siessgaass.
R.C.S. Luxembourg E 300.

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, den zwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg),

Sind erschienen:

1. - Herr Jean-Claude genannt Claude HUSS, Elektrikermeister, geschieden, geboren in Luxembourg, am 12. August 1959 (NIN 1956 0812 23291), wohnhaft in L-6570 Osweiler, 2, Siessgaass.

2. - Frau Claudine HUSS, Staatsbeamtin, Ehegattin von Herrn Tommy URBING, geboren in Luxembourg, am 15. Januar 1984 (NIN 1984 0115 16289), wohnhaft in L-6250 Scheidgen, 15, rue de la Forêt.

Welche Kompargenten erklärten, dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft zivilrechtlicher Natur BRÉCK S.C.I. sind, mit Sitz in L-6570 Osweiler, 2, Siessgaass, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer E 300 (NIN 2004 7000 808).

Die Kompargenten dokumentieren durch vorliegendes Protokoll die Gründung einer neuen Gesellschaft zivilrechtlicher Natur luxemburgischen Rechts, durch Teilspaltung, ohne Auflösung, der Gesellschaft zivilrechtlicher Natur BRÉCK S.C.I., gemäß Artikel 308bis-1 und folgende, des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Die Kompargenten erklären Folgendes:

Dass die Gesellschaft zivilrechtlicher Natur BRÉCK S.C.I. gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 31. März 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 551 vom 27. Mai 2004.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf fünf tausend Euro (EUR 5.000,-) und ist eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je fünfzig Euro (EUR 50,-), den Gesellschaftern wie folgt zugeteilt:

1.- Herr Claude HUSS, vorgeannt, neunundneunzig Anteile	99
2.- Frau Claudine HUSS, vorgeannt, ein Anteil	1
Total: ein hundert Anteile	100

Die Komparenten beschliessen wie folgt:

a) Die Gesellschaft zivilrechtlicher Natur BRÉCK S.C.I. wird nach dem Wortlaut des vorliegenden Entwurfs eine partielle Spaltung ihres Vermögens vornehmen, indem sie ohne Auflösung ihrerseits einen Teil ihres Vermögens in aktiver und passiver Weise an eine zu diesem Zweck neu zu gründende Gesellschaft zivilrechtlicher Natur überträgt und dies in Übereinstimmung mit den Artikeln 307 und 308-bis-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Die neue Gesellschaft wird in Form einer Gesellschaft zivilrechtlicher Natur unter dem Namen HAGOCO S.C.I., mit Sitz in L-6570 Osweiler, 2, Siessgaass, gegründet („die begünstigte Gesellschaft“).

Das Gesellschaftskapital beträgt DREI HUNDERT ACHTZIG TAUSEND EURO (EUR 380.000,-), eingeteilt in ein hundert (100) Anteile mit einem Nennwert von je DREI TAUSEND ACHT HUNDERT EURO (EUR 3.800,-), vollständig eingezahlt durch eine Sacheinlage in Form eines Immobilienkomplexes, gelegen in Consdorf, 5-7, route d'Echternach, eingetragen im Kataster wie folgt:

GEMEINDE CONSDORF, SEKTION A VON CONSDORF-WEST

- Nummer 862/3273, Ort genannt: „route d'Echternach“, Platz (bebaut), Mehrzweckgebäude (bâtiment à usage mixte), gross 55 Centiar;

- Nummer 863/3275, selben Ort genannt, Platz (bebaut), Wohnhaus, gross 1 Ar 20 Centiar

Die Immobilien sind mit einer Hypothekeneintragung zu Gunsten der Caisse Raiffeisen Junglinster belastet.

b) Das Umtauschverhältnis der Anteile der gespaltenen Gesellschaft ist auf Basis der Bilanz vom 30. Juni 2014 („der Bilanzstichtag“) festgelegt, indem ein neuer Anteil der begünstigten Gesellschaft gegen einen Anteil der gespaltenen Gesellschaft getauscht wird.

c) Die neuen Anteile der begünstigten Gesellschaft werden den Gesellschaftern der gespaltenen Gesellschaft an dem Tag zugeteilt, an welchem die ausserordentliche Generalversammlung der gespaltenen Gesellschaft stattfindet, welche über die Genehmigung des Spaltungsplanes zu bestimmen hat.

Die neuen Anteile werden als Gegenleistung für die Aktiva und Passiva ausgegeben, welche Gegenstand dieser partiellen Spaltung sind.

Ab diesem Zeitpunkt, sind die Anteilhaber an den Gewinnen beteiligt und verfügen über alle mit den Anteilen verbundenen Rechten und insbesondere über das Stimmrecht von einer Stimme pro.

d) Aus buchhalterischer Sicht gelten die Operationen der gespaltenen Gesellschaft als durchgeführt für die begünstigte Gesellschaft ab dem 1. Januar 2015.

e) Es werden weder besondere Vorteile an Sachverständige gemäss Artikel 294 des Gesetzes vom 27. März 2007, noch an die Geschäftsführung der gespaltenen Gesellschaft gewährt.

f) Gemäss Artikel 291 des Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, wird eine Generalversammlung der gespaltenen Gesellschaft, die über den Spaltungsplan zu beschliessen hat, einen Monat nach der Veröffentlichung des Spaltungsplans gemäss Artikel 290 des Gesellschaftsgesetzes abgehalten.

g) Unter der aufschiebenden Bedingung des Einverständnisses der Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft zivilrechtlicher Natur BRÉCK S.C.I., ist laut Artikel 296 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, die Erstellung eines Sonderberichts der Geschäftsführung nicht erforderlich.

h) Die Kosten der Spaltung werden integral durch die Gesellschaft BRÉCK S.C.I. übernommen.

i) Die Satzungen der neuen Gesellschaft werden wie folgt sein:

I. Gründung und Gesellschaftszweck

Art. 1. Zwischen den Komparenten und all jenen Personen, welche später Gesellschafter werden, besteht eine luxemburgische zivilrechtliche Immobiliengesellschaft (société civile immobilière) nach Massgabe der Artikel 1832 und 1872 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches, vorbehaltlich der in den gegenwärtigen Statuten vorgesehenen besonderen Bedingungen.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist die Verwaltung, die Nutzung und die Verwertung von Immobilien aller Art, durch Ankauf, Verkauf, Tausch, Anmietung, Vermietung, Erschliessung oder auf alle andere mögliche Art und Weise.

Die Gesellschaft kann desweiteren sämtliche Geschäfte industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können, mit Ausnahme jeglicher kommerzieller Tätigkeit.

II. Benennung, Gesellschaftssitz, Dauer

Art. 3. Die Gesellschaft trägt den Namen HAGOCO S.C.I..

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Osweiler.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Jeder Gesellschafter hat die Möglichkeit den Gesellschaftsvertrag zu jeder Zeit zu kündigen mittels Einschreiben an den Geschäftsführer sowie an die anderen Gesellschafter.

Die verbleibenden Gesellschafter können die Auflösung der Gesellschaft verhindern, indem sie vorzugsweise selbst die Anteile des austretenden Gesellschafters erwerben, oder sei es, wenn keiner der Gesellschafter gewillt ist die Anteile zu erwerben, im Einverständnis der Mehrheit der Gesellschafter welche zwei Drittel (2/3) des Gesellschaftskapitals darstellen, einen Dritten der gewillt ist die Anteile des austretenden Gesellschafters abzukaufen, als neuen Gesellschafter anzunehmen.

Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen dem auszutretenden und den verbleibenden Gesellschafter über den Verkaufspreis der Anteile, wird nach den Absätzen 3, 4 und 5 von nachstehendem Artikel 7 vorgegangen.

Wenn der Rückkauf durch die verbleibenden Gesellschafter sich nicht auf die Gesamtheit der Anteile des auszutretenden Gesellschafters bezieht oder wenn die Drittperson nicht angenommen wird, wird die Gesellschaft innerhalb eines Jahres nach Inverzugsetzung an den Geschäftsführer aufgelöst.

III. Gesellschaftskapital

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt DREI HUNDERT ACHTZIG TAUSEND EURO (EUR 380.000,-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile mit einem Nominalwert von je DREI TAUSEND ACHT HUNDERT EURO (EUR 3.800,-).

Die ein hundert (100) Anteile sind den Gesellschaftern wie folgt zugeteilt:

1.- Herr Claude HUSS, Elektrikermeister, wohnhaft in L-6570 Osweiler, 2, Siessgaass, neunundneunzig Anteile	99
2.- Frau Claudine HUSS, Staatsbeamtin, wohnhaft in L-6250 Scheidgen, 15, rue de la Forêt, ein Anteil	1
Total: ein hundert Anteile	100

IV. Übereignung von Gesellschaftsanteilen

Art. 7. Die Übereignung von Gesellschaftsanteilen geschieht durch notarielle Urkunde oder durch Akt unter Privatschrift.

Gemäss Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches muss die Übereignung in allen Fällen der Gesellschaft zugestellt oder in einer notariellen Urkunde von der Gesellschaft angenommen werden.

Die Übereignung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern, an die Gesellschafter oder an den Ehepartner oder die Nachkommen ist frei statthaft. Kein Gesellschafter darf jedoch seine Anteile an der Gesellschaft ganz oder teilweise, ohne das vorherige Einverständnis seiner Partner, an einen Dritten übereignen.

Der Abtreter muss die an Dritte geplante Übereignung der Gesellschaft sowie den andern Gesellschaftern durch Einschreibebrief mitteilen. Besagte Mitteilung muss ebenfalls Namen, Vornamen, Beruf und Wohnort des vorgeschlagenen Übernehmers, sowie Preis und Bedingungen der geplanten Übereignung enthalten. Die anderen Gesellschafter haben ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Anteile im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen. Bei Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Preis auf gutlichem Wege oder durch einen von allen Parteien gemeinsam zu bestimmenden Sachverständigen festgesetzt.

Binnen einem Monat müssen die anderen Gesellschafter der Gesellschaft sowie dem Abtreter durch Einschreibebrief mitteilen, ob sie den vorgeschlagenen Übernehmer annehmen oder ob sie von ihrem Vorkaufsrecht ganz oder teilweise Gebrauch machen.

Bei Annahme des vorgeschlagenen Übernehmers wird letzterer Gesellschafter für die von ihm erworbenen Anteile, welche mit allen damit verbundenen Rechten und Pflichten auf ihn übergehen.

Wird der vorgeschlagene Übernehmer verweigert und wollen die anderen Gesellschafter selbst die zu übernehmenden Anteile nicht oder nur teilweise aufkaufen, so muss die Gesellschaft die verbleibenden Anteile zu dem wie vorgehend erwähnt berechneten Preis aufkaufen.

Die vorgenannten Bestimmungen betreffend die Annahme oder Verweigerung eines dritten Übernehmers gelten auch dann, wenn die Übereignung durch Schenkung, Zwangsverkauf oder auf sonst eine Weise geschieht.

V. Tod eines Gesellschafters - Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile

Art. 8. Der Tod eines Gesellschafters zieht keine zwangsmässige Auflösung der Gesellschaft nach sich. In einem solchen Fall erfolgt die Weiterführung mit denjenigen Erben des verstorbenen Gesellschafters, die ihren diesbezüglichen Willen innerhalb von sechs (6) Monaten ab dem Todestage per Einschreibebrief bekunden. In Ermangelung einer derartigen Willensbekundung besteht die Gesellschaft mit den alleinigen, noch lebenden Gesellschaftern fort, welche in diesem Falle verpflichtet sind, die Anteile des Verstorbenen zum gemäss Artikel sieben errechneten Preise zu erwerben.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft die nur einen einzigen Eigentümer für einen jeden Anteil anerkannt.

Ist der Anteil eines Gesellschafters aufgrund gesetzlicher oder testamentarischer Erbfolge einer Mehrheit von Erben zugefallen, so haben die Erben spätestens sechs Wochen nach Annahme der Erbschaft eine gemeinsame Erklärung darüber abzugeben, wer von ihnen in Zukunft, während der Unzerteiltheit, das Stimmrecht für den gesamten Anteil ausüben wird.

Wenn die Nutzniessung und das nackte Eigentum eines Anteils zwei verschiedenen Personen gehören, so wird das Stimmrecht durch den Nutzniesser ausgeübt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.

VI. Geschäftsjahr, Bilanz, Verteilung des Gewinns

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einundreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Die Geschäftsführer führen eine ordnungsgemässe Buchführung. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

VII. Haftung der Gesellschafter

Art. 13. In ihren gegenseitigen Beziehungen sind die Gesellschafter haftbar für die Schulden der Gesellschaft im Verhältnis zu ihren Gesellschaftsanteilen. Gegenüber den Gläubigern der Gesellschaft sind sie haftbar in Gemässheit von Artikel 1863 des Zivilgesetzbuches.

VIII. Verwaltung

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet oder verwaltet. Der oder die Geschäftsführer müssen Gesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse im Namen oder für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschliesslich das Verfügungsrecht, sowie das Recht die Gesellschaft gerichtlich oder aussergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es aufgrund der Satzung, sei es durch die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Fall setzt die Gesellschafterversammlung, bei der Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschliessen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmässig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Art. 15. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch das Ausscheiden des Geschäftsführers.

Es ist den Gläubigern, Erben und Rechtsnachfolgern des Geschäftsführers untersagt Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder zum Inventar derselben zu schreiten.

Art. 16. Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihren Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

IX. Gesellschafterversammlung

Art. 17. Jährlich findet eine ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter am Gesellschaftssitz statt. Datum, Zeit und Tagesordnung werden von dem Geschäftsführer festgesetzt.

Die Einberufung einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung kann von einem oder mehreren Gesellschaftern verlangt werden wenn er allein oder sie zusammen mindestens zwanzig Prozent des Gesellschaftskapitals besitzt(en).

Ein Gesellschafter kann sich nur durch einen anderen Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung vertreten lassen.

Art. 18. Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf eine Stimme bei allen Abstimmungen.

Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind nur rechtswirksam wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden, es sei denn das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung würden anders bestimmen.

Satzungsänderungen bedürfen der Einstimmigkeit der gesamten Gesellschaftsanteile.

X. Auflösung - Liquidation

Art. 19. Die Gesellschaft kann vorzeitig durch einstimmigen Beschluss aller Gesellschafter oder in Gemässheit von Artikel 1871 des Zivilgesetzbuches aufgelöst werden.

Art. 20. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komparenten auf die gesetzlichen Bestimmungen.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem unterzeichneten Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: J.-C. HUSS, C. HUSS, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher, Actes Civils, le 21 avril 2015. Relation: GAC/2015/3380. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 23. April 2015.

Référence de publication: 2015060335/197.

(150069284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

Finpadana International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de L'eau.

R.C.S. Luxembourg B 47.468.

—
PROGETTO COMUNE DI FUSIONE
TRANSFRONTALIERA PER INCORPORAZIONE

IN

CASALGRANDE PADANA S.P.A. con sede in Casalgrande (RE) Strada Statale n.467, Italia (Società Incorporante)

DI

FINPADANA INTERNATIONAL S.A. con sede in 18, rue de l'Eau, L-1449, Lussemburgo, (Società Incorporanda).

I rispettivi organi amministrativi della società Incorporante e della società Incorporanda redigono il seguente progetto comune di fusione transfrontaliera ("il progetto di fusione"), sul presupposto che:

a) Si intende procedere alla fusione transfrontaliera per incorporazione in CASALGRANDE PADANA S.P.A. di FINPADANA INTERNATIONAL S.A.;

b) il progetto di fusione è stato definito con riferimento alle situazioni patrimoniali al 31/12/2014 delle società partecipanti, risultanti dai rispettivi bilanci di esercizio.

Si sottopone all'approvazione delle assemblee dei soci di CASALGRANDE PADANA S.P.A. e di FINPADANA INTERNATIONAL S.A. il presente progetto di fusione transfrontaliera per incorporazione redatto congiuntamente e approvato dai rispettivi organi amministrativi delle società partecipanti alla fusione.

Il Progetto di fusione tra Società Incorporante e Società Incorporanda è redatto in conformità alla Legge Italiana e Lussemburghese.

Per effetto dell'incorporazione della Società Incorporanda nella Società Incorporante:

a) La Società Incorporanda cesserà di esistere e

b) La Società Incorporante acquisirà gli elementi dell'attivo e del passivo della Società Incorporanda.

PREMESSE

a) Il presente progetto di Fusione è redatto ai sensi del D. Lgs. 30 maggio 2008, n.108 e dagli artt. 2501 ter e 2505 del Codice civile italiano, nonché dalle sottosezioni 1 e 3 della sezione XIV° des fusions della Legge Lussemburghese sulle società commerciali del 10 agosto 1915, come successivamente modificata ("la Legge Lussemburghese").

b) La società incorporante è un tipo di società che può essere soggetta a fusione secondo la legge italiana. La società incorporante deve anche applicare le disposizioni e le formalità previste dalla legge italiana secondo gli artt. 2501 e segg del Codice Civile e il D.Lgs. n.108/2008.

c) L'art. 257 della Legge Lussemburghese consente espressamente la fusione tra una Société Anonyme lussemburghese e una società non lussemburghese a condizione che la legge applicabile a tale società non lussemburghese non proibisca tale fusione. La società incorporanda può pertanto essere incorporata dalla società incorporante secondo la legge lussemburghese. La società incorporante osserverà le disposizioni della sezione XIV° (des fusions) della Legge Lussemburghese.

PROGETTO

1. Tipo, denominazione sociale, sede e legge regolatrice delle società partecipanti alla fusione transfrontaliera.

Società Incorporante.

CASALGRANDE PADANA S.P.A., sede legale in Casalgrande (RE), Via Strada Statale n.467, codice fiscale e numero di iscrizione al registro delle imprese di Reggio Emilia 01622500369, R.E.A. numero 178600, capitale sociale di euro: 29.816.600,00= interamente versato. Soggetta alla legge della Repubblica Italiana.

Società Incorporanda.

FINPADANA INTERNATIONAL S.A., sede legale in 18, rue de L'Eau, L-1449 Luxembourg, numero di iscrizione presso Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg: B 47.468, capitale sociale euro 1.561.729,21= interamente versato. Soggetta alla legge del Granducato di Lussemburgo.

Volendo applicare le disposizioni di cui all'articolo 2505 del Codice civile e dell'articolo 18 del D. Lgs. n.108/2008, il presente progetto di fusione viene redatto sulla base dell'assunto che la Società Incorporanda è posseduta in ragione del 100% dalla Società Incorporante e che la fusione avrà per effetto l'annullamento dell'intero capitale sociale della Società Incorporanda, senza concambio.

2. Statuto della Società Incorporante e modifiche derivanti dalla fusione. In conseguenza della fusione, il vigente statuto recante le norme sul funzionamento della società di CASALGRANDE PADANA S.P.A. non subirà modifiche rispetto al testo vigente che si allega al presente progetto di fusione sotto la lettera "A".

3. Modalità di assegnazione delle azioni o delle quote della società che risulta dalla fusione o di quella Incorporante. La fusione dovrà avvenire mediante l'annullamento di tutte le quote della Società Incorporanda, corrispondenti all'intero capitale sociale detenuto dalla Società Incorporante senza determinazione del rapporto di cambio, poiché la società incorporante è l'unico socio della società Incorporanda titolare di tutti i diritti di voto nell'assemblea della stessa.

4. Data a decorrere dalla quale le operazioni della Società Incorporanda sono da considerarsi registrabili dal punto di vista contabile nei conti della società Incorporante e data di decorrenza degli effetti reali della fusione. La fusione avrà effetto nei confronti dei terzi (effetti reali) dalla data dell'iscrizione dell'atto di fusione nel registro delle imprese dove ha sede la Società Incorporante (Reggio Emilia, Italia).

Ai fini fiscali e dell'imputazione contabile delle operazioni della società Incorporanda nei conti della società incorporante, in conformità a quanto previsto dalla direttiva 90/434/CEE del 23 luglio 1990, come recepita in Lussemburgo artt. 17 bis e 170 (2) LITL e in Italia dagli artt. 172, comma 9, 178 e 179 del D.P.R. 917/1986 e dell'articolo 2504- bis , comma 3 del codice civile italiano, dal giorno in cui la fusione produrrà i propri effetti reali.

5. Informazione sulla valutazione degli elementi patrimoniali attivi e passivi che sono trasferiti alla Società Incorporante per effetto della Fusione. Gli elementi patrimoniali attivi e passivi che verranno trasferiti alla Società Incorporante per effetto della fusione sono valutati in base alla Situazione Patrimoniale al 31 dicembre 2014 della Società Incorporanda.

Alla data di efficacia della fusione tutti gli elementi dell'attivo e del passivo saranno automaticamente trasferiti alla Società Incorporante e la Società Incorporanda cesserà di esistere. Per effetto della fusione tutti i crediti e i debiti intercorrenti tra le società partecipanti alla fusione saranno annullati per effetto della fusione. La Fusione non modifica i rapporti giuridici tra le Società partecipanti alla fusione e i soggetti terzi e, quindi, tali rapporti giuridici dopo la fusione verranno considerati rapporti giuridici tra la Società Incorporante e i soggetti terzi.

6. Trattamento eventualmente riservato a particolari categorie di soci, ai possessori di titoli diversi dalle azioni. Non sono previsti trattamenti riservati a particolari categorie di soci delle società partecipanti alla fusione.

7. Vantaggi particolari eventualmente proposti a favore degli amministratori, a favore dei membri degli organi di controllo delle società partecipanti alla fusione o a favore degli esperti che esaminano il progetto di fusione. Non sono previsti vantaggi particolari per gli amministratori e per i membri degli organi di controllo delle società partecipanti alla fusione.

Non sono stati designati esperti per l'esame del presente progetto di fusione.

8. Data a cui si riferiscono le situazioni patrimoniali delle Società partecipanti alla fusione utilizzate per definire le condizioni della fusione. Il progetto di fusione assume quali situazioni patrimoniali di riferimento il bilancio di esercizio al 31 dicembre 2014 sia per quanto riguarda la Società Incorporante che per quanto riguarda la società Incorporanda.

9. Rapporto di cambio e modalità di assegnazione delle azioni della Società Incorporante. Il capitale sociale della società incorporanda è (e sarà all'attuazione della fusione) interamente e direttamente posseduto dalla società Incorporante. Conseguentemente non è previsto alcun rapporto di cambio, alcuna emissione di azioni né conguaglio in denaro.

10. Documenti disponibili presso le sedi delle società partecipanti alla fusione. I seguenti documenti saranno disponibili per i soci presso le sedi delle società partecipanti alla fusione almeno trenta giorni prima della riunione dell'organo competente ad approvare la fusione transfrontaliera:

1. Il progetto di fusione;
2. I Bilanci della società Incorporante del 2011, 2012 e 2013 completi dei relativi documenti accompagnatori;
3. I Bilanci della società Incorporanda del 2011, 2012, 2013 e 2014 completi dei relativi documenti accompagnatori;
4. La relazione accompagnatoria redatta dall'Organo amministrativo della società Incorporanda ai sensi dell'art. 265 della Legge Lussemburghese inerente le società commerciali;

5. La relazione accompagnatoria redatta dall'Organo amministrativo della società Incorporante ai sensi dell'art. 2501 quinquies c.c.;

6. La situazione patrimoniale della società incorporante costituita dal bilancio di esercizio al 31.12.2014, ai sensi dell'art. 2501 quater c.c.;

7. La situazione patrimoniale della società incorporanda costituita dal bilancio di esercizio al 31.12.2014, ai sensi dell'art. 267 della Legge Lussemburghese inerente le società commerciali.

11. Impatti della Fusione sui diritti dei creditori. I creditori della società incorporanda diverranno creditori della società incorporante.

Italia

I creditori delle società partecipanti alla fusione i cui crediti siano anteriori alla data di iscrizione del progetto di fusione al Registro delle Imprese possono opporsi alla fusione nei 60 giorni successivi all'iscrizione della relativa delibera di approvazione. I creditori della società incorporante possono ottenere senza spese tutte le informazioni sull'esercizio di tale diritto presso la sede legale in Casalgrande (RE), Strada Statale n.467 (Italia).

Lussemburgo

Ai sensi dell'art. 268 della Legge Lussemburghese i creditori delle società partecipanti alla fusione i cui crediti siano anteriori alla data di pubblicazione dell'atto di cui all'art.273 della legge Lussemburghese possono, nonostante ogni patto contrario, nei due mesi successivi a tale pubblicazione ricorrere al magistrato che presiede la camera del Tribunal d'Arrondissement dove la società debitrice ha la propria sede legale competente in materia commerciale e nelle materie d'urgenza per ottenere idonee garanzie per ogni debito esigibile e non, nel caso in cui possano credibilmente dimostrare che la fusione costituisce un rischio per la riscossione del credito e nel caso in cui siano fornite garanzie adeguate. Il Presidente rigetterà l'istanza se i creditori sono già tutelati da idonee garanzie o se le stesse non sono necessarie tenuto conto della situazione finanziaria della società dopo la fusione. L'istanza può essere evitata pagando i creditori anche se il credito non è esigibile. Se le garanzie non sono concesse nel termine prescritto il debito diviene immediatamente esigibile. Ai sensi dell'art. 262 della legge Lussemburghese i creditori della società incorporanda possono ottenere senza spese tutte le informazioni relative all'esercizio di tale diritto presso la sede legale in 18, rue del l'Eau, L-1449 Luxembourg.

12. Probabili ripercussioni della Fusione sull'occupazione. Non ricorrono i presupposti di cui all'articolo 19, comma 1, del D.Lgs. n. 108/2008 e, per quanto sopra rappresentato, la presente fusione non avrà alcuna ripercussione di natura occupazionale.

La Società Incorporanda non ha dipendenti, perciò la fusione non avrà alcun impatto sull'occupazione.

13. Semplificazioni. Ai sensi degli articoli 2505 del Codice civile e 18 del D. Lgs. n. 108/2008, stante il fatto che il capitale sociale della società In-corporanda è (e sarà all'attuazione della Fusione) interamente e direttamente posseduto dalla società Incorporante nessun esperto è stato o sarà incaricato della redazione delle relazioni sulla congruità del rapporto di cambio di cui all'articolo 2501 sexies del Codice civile.

14. Lingua. Ai fini della legge italiana è da considerarsi vincolante il testo in italiano.

Ai fini della legge lussemburghese è da considerarsi vincolante il testo in lingua francese.

Elenco allegati:

A. Statuto della società incorporante nel testo vigente.

li

p. FINPADANA INTERNATIONAL S.A. / p. CASALGRANDE PADANA S.P.A.

ZIANVENI MICHAEL / MANFREDINI FRANCO

Un Consigliere / Il Presidente del Consiglio di Amministrazione

Traduction française du texte qui précède:

Projet commun de fusion transfrontalière par absorption

PAR

CASALGRANDE PADANA S.P.A. sise à Casalgrande (RE) Strada Statale n° 467, Italie (Société Absorbante)

DE

FINPADANA INTERNATIONAL S.A. sise 18, rue de l'Eau, L-1449, Luxembourg, (Société Absorbée).

Les organes administratifs respectifs de la société Absorbante et de la société Absorbée rédigent le projet commun de fusion transfrontalière suivant («le projet de fusion») selon les conditions suivantes:

c) On entend procéder à la fusion transfrontalière par absorption par CASALGRANDE PADANA S.P.A. de FINPADANA INTERNATIONAL S.A.;

d) le projet de fusion a été défini par référence aux situations patrimoniales au 31/12/2014 des sociétés participantes, résultant des bilans respectifs d'exercice.

Le présent projet de fusion transfrontalière par absorption, rédigé conjointement et approuvé par les organes administratifs respectifs des sociétés participant à la fusion, est soumis à l'approbation des assemblées des actionnaires de CASALGRANDE PADANA S.P.A. et de FINPADANA INTERNATIONAL S.A.

Le Projet de fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée est rédigé conformément à la Loi Italienne et Luxembourgeoise.

Par effet de l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante:

- a) La Société Absorbée cessera d'exister et
- b) La Société Absorbante acquerra les éléments de l'actif et du passif de la Société Absorbée.

ÉTANT ENTENDU QUE

a) Le présent projet est rédigé conformément au Décret Législatif n° 108 du 30 mai 2008 et aux articles 2501 ter et 2505 du Code civil italien, et aux points 1 et 3 du chapitre XIV° des fusions de la Loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, tel qu'elle a été modifiée par la suite («la Loi Luxembourgeoise»).

b) La société absorbante est un type de société pouvant être soumise à une fusion selon la loi italienne. La société absorbante doit également appliquer les dispositions et les formalités prévues par la loi italienne conformément aux articles 2501 et suivants du Code Civil et du Décret Législatif n° 108/2008.

c) L'art. 257 de la Loi Luxembourgeoise permet expressément la fusion entre une Société Anonyme luxembourgeoise et une société non luxembourgeoise à condition que la loi applicable à ladite société non luxembourgeoise n'interdise pas cette fusion. La société absorbée peut donc être absorbée par la société absorbante selon la loi luxembourgeoise. La société absorbante observera les dispositions du chapitre XIV° («des fusions») de la Loi Luxembourgeoise.

PROJET

1. Type, dénomination sociale, siège et loi régulatrice des sociétés participant à la fusion transfrontalière.

Société Absorbante.

CASALGRANDE PADANA S.P.A. , siège statutaire sis à Casalgrande (RE), Via Strada Statale n° 467, code fiscal et numéro d'inscription au Registre du Commerce de Reggio Emilia n° 01622500369, Répertoire Économique et Administratif numéro 178600, capital social de 29 816 600,00 euros, entièrement libéré. Soumise à la loi de la République Italienne.

Société Absorbée.

FINPADANA INTERNATIONAL S.A., siège statutaire sis 18, rue de L'Eau, L-1449 Luxembourg, numéro d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg: B 47.468, capital social de 1 561 729,21 euros, entièrement libéré. Soumise à la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

En voulant appliquer les dispositions citées à l'article 2505 du Code Civil et à l'article 18 du Décret Législatif n° 108/2008, le présent projet de fusion est rédigé sur la base de la thèse que la Société Absorbée est possédée à 100% par la Société Absorbante et que la fusion entraînera l'annulation de l'ensemble du capital social de la Société Absorbée, sans échange d'actions.

2. Statuts de la Société Absorbante et modifications dérivant de la fusion. Suite à la fusion, les statuts en vigueur comportant les normes sur le fonctionnement de la société de CASALGRANDE PADANA S.P.A. ne subiront aucune modification par rapport au texte en vigueur joint au présent projet de fusion sous la lettre «A».

3. Modalités d'octroi des actions ou des parts de la société résultant de la fusion ou de la société Absorbante. La fusion devra être effectuée à travers l'annulation de toutes les parts de la Société Absorbée, correspondant à l'ensemble du capital social détenu par la Société Absorbante sans détermination du rapport d'échange, puisque la société absorbante est le seul actionnaire de la société Absorbée titulaire de tous les droits de vote lors de son assemblée.

4. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée peuvent être enregistrées du point de vue comptable dans les comptes de la société Absorbante et date de début des effets réels de la fusion. La fusion prendra effet à l'égard des tiers (effets réels) à compter de la date de l'inscription de l'acte de fusion au Registre du Commerce où est sise la Société Absorbante (Reggio Emilia, Italie).

Aux fins fiscales et de l'imputation comptable des opérations de la société Absorbée dans les comptes de la société absorbante, et conformément à ce qui est prévu par la directive 90/434/CEE du 23 juillet 1990, transposée au Luxembourg dans les articles 17 bis et 170 (2) LITL (Luxembourg Income Tax Law) et en Italie dans les articles 172, alinéa 9, 178 et 179 du Décret Présidentiel 917/1986 et de l'article 2504- bis , alinéa 3, du Code Civil italien, à compter du jour où la fusion produira ses propres effets réels.

5. Information concernant l'évaluation des éléments patrimoniaux actifs et passifs qui sont transférés à la Société Absorbante par effet de la Fusion. Les éléments patrimoniaux actifs et passifs qui seront transférés à la Société Absorbante par effet de la fusion sont évalués sur la base de la Situation Patrimoniale de la Société Absorbée au 31 décembre 2014.

À compter de la date de prise d'efficacité de la fusion, tous les éléments de l'actif et du passif seront transférés automatiquement à la Société Absorbante et la Société Absorbée cessera d'exister. Par effet de la fusion toutes les créances et les dettes existant entre les sociétés participant à la fusion seront annulées par effet de ladite fusion. La Fusion

ne modifie pas les rapports juridiques entre les Sociétés participant à la fusion et les sujets tiers et, donc, ces rapports juridiques seront considérés après la fusion comme des rapports juridiques entre la Société Absorbante et les sujets tiers.

6. Traitement réservé éventuellement à des catégories particulières d'actionnaires et aux détenteurs d'autres titres que les actions. Aucun traitement réservé à des catégories particulières d'actionnaires des sociétés participant à la fusion n'est prévu.

7. Avantages particuliers proposés éventuellement en faveur des administrateurs et des membres des organes de contrôle des sociétés participant à la fusion, ou en faveur des experts qui examinent le projet de fusion. Aucun avantage particulier n'est prévu pour les administrateurs et les membres des organes de contrôle des sociétés participant à la fusion.

Aucun expert n'a été désigné pour l'examen du présent projet de fusion.

8. Date à laquelle se réfèrent les situations patrimoniales des Sociétés participant à la fusion et utilisées pour définir les conditions de la fusion. Les situations patrimoniales de référence prises en considération par le projet de fusion sont le bilan d'exercice au 31 décembre 2014, et ce aussi bien en ce qui concerne la Société Absorbante qu'en ce qui concerne la société Absorbée.

9. Rapport d'échange et modalité d'octroi des actions de la Société Absorbante. Le capital social de la société absorbée est (et il le sera à la mise en œuvre de la fusion) entièrement et directement possédé par la société Absorbante. De ce fait aucun rapport d'échange n'est prévu, ni aucune émission d'actions ni aucune régularisation en argent.

10. Documents disponibles aux sièges des sociétés participant à la fusion. Les documents suivants seront disponibles pour les actionnaires aux sièges des sociétés participant à la fusion, et ce trente jours au moins avant la réunion de l'organe compétent pour approuver la fusion transfrontalière:

4. Le projet de fusion;

5. Les Bilans de la société Absorbante des années 2011, 2012 et 2013 accompagnés de leurs pièces jointes;

6. Les Bilans de la société Absorbée des années 2011, 2012, 2013 et 2014 accompagnés de leurs pièces jointes.

4. Le rapport d'accompagnement rédigé par l'Organe administratif de la société Absorbée aux normes de l'art. 265 de la loi sur les sociétés commerciales;

5. Le rapport d'accompagnement rédigé par l'Organe administratif de la société Absorbante aux normes de l'art. 2501 quinquies du Code Civil;

6. La situation patrimoniale de la société absorbante constituée du bilan d'exercice au 31.12.2014, aux normes de l'art. 2501 qua-ter du Code Civil;

7. La situation patrimoniale de la société absorbée constituée du bilan d'exercice au 31.12.2014, aux normes de l'art. 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

11. Effets de la Fusion sur les droits des créanciers. Les créanciers de la société absorbée deviendront créanciers de la société absorbante.

Italie

Les créanciers des sociétés participant à la fusion et dont les créances sont antérieures à la date d'inscription du projet de fusion au Registre du Commerce peuvent s'opposer à la fusion dans les 60 jours à compter de l'inscription de sa délibération d'approbation. Les créanciers de la société absorbante peuvent obtenir, sans frais, toutes les informations concernant l'exercice de ce droit au siège statutaire sis à Casalgrande (RE), Strada Statale n.467 (Italie).

Luxembourg

Conformément à l'art. 268 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers des sociétés participant à la fusion et dont les créances sont antérieures à la date de publication de l'acte cité à l'art. 273 de la Loi Luxembourgeoise peuvent, en dépit de tout pacte contraire, recourir dans les deux mois suivant ladite publication au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement où est sis le siège statutaire de la société débitrice, compétent en matière commerciale et dans les matières d'urgence afin d'obtenir des garanties adéquates pour chaque dette exigible et non exigible, à condition qu'ils puissent démontrer de manière crédible que la fusion représente un risque au recouvrement de la créance et dans le cas où des garanties adéquates sont fournies. Le Président rejettera l'instance si les créanciers sont déjà protégés par des garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu de la situation financière de la société après la fusion. L'instance peut être évitée en payant les créanciers, même si la créance n'est pas exigible. Si les garanties ne sont pas octroyées dans le délai prescrit, la dette devient exigible immédiatement. Aux normes de l'art. 262 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers de la société absorbée peuvent obtenir sans frais toutes les informations relatives à l'exercice de ce droit au siège statutaire sis 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

12. Répercussions probables de la Fusion sur l'emploi. Les conditions prévues par l'article 19, alinéa 1, du Décret Législatif n° 108/2008 ne se sont pas vérifiées et, de ce fait, la présente fusion n'aura aucune répercussion au niveau de l'emploi.

La Société Absorbée n'emploie aucun salarié, donc la fusion n'aura aucun effet sur l'emploi.

13. Simplifications. Conformément aux articles 2505 du Code Civil italien et 18 du Décret Législatif n° 108/2008, et vu le fait que le capital social de la société Absorbée est (et il le sera à la mise en œuvre de la Fusion) entièrement et directement possédé par la société Absorbante, aucun expert n'a été ou ne sera chargé de la rédaction des rapports concernant la pertinence du rapport d'échange cité à l'article 2501 sexies du Code Civil.

14. Langue. Le texte en italien doit être considéré contraignant aux termes de la loi italienne.

Le texte en langue française doit être considéré contraignant aux termes de la loi luxembourgeoise.

Liste des pièces jointes

B. Statuts de la société absorbante dans le texte en vigueur.

le

Pour FINPADANA INTERNATIONAL S.A. / Pour CASALGRANDE PADANA S.P.A.

ZIANVENI MICHAEL / MANFREDINI FRANCO

Un Conseiller / Le Président du Conseil d'Administration

STATUTO

Denominazione - Oggetto - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una società per azioni con la denominazione:

"CASALGRANDE PADANA S.P.A.".

Art. 2. La società ha per oggetto l'attività di produzione e il commercio di piastrelle e lastre in ceramica, di prodotti ceramici e per l'edilizia in genere e di prodotti affini o connessi, l'assunzione di interessenze e partecipazioni in altre società, imprese o enti qualunque ne sia l'oggetto, e l'esercizio di ogni attività connessa o conseguente all'attuazione dell'oggetto sociale, sia in Italia che all'estero.

La Società può compiere tutte le operazioni industriali, commerciali, finanziarie, mobiliari e immobiliari, ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie o utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, e prestare garanzie sia reali che personali e cambiarie, per obbligazioni di soci e terzi.

Art. 3. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050 e può essere prorogata con deliberazione dell'assemblea straordinaria.

Art. 4. La società ha sede in Casalgrande (Reggio Emilia).

L'organo amministrativo della Società può istituire sedi secondarie, succursali, filiali, agenzie e rappresentanze in qualsiasi luogo, in Italia e all'estero.

Il domicilio legale dei soci per quanto concerne i loro rapporti con la Società è quello risultante dal libro dei Soci.

In mancanza esso si intende eletto presso la sede sociale a tutti gli effetti di legge.

Capitale sociale - Azioni - Obbligazioni

Art. 5. Il capitale sociale è di Euro 29.816.600,00= (ventinovemilioniottocentosedicimilaseicento) rappresentato da numero 29.816.600 (ventinovemilioniottocentosedicimilaseicento) azioni ordinarie del valore nominale di 1 (uno) Euro ciascuna.

In caso di aumento del capitale sociale è riservato ai soci il diritto di opzione, salvo diversa deliberazione dell'assemblea.

Le azioni sono liberamente trasferibili.

I conferimenti possono essere effettuati in danaro ovvero mediante trasferimento alla società di beni in natura e di crediti. Non possono essere oggetto di conferimento le prestazioni di opera o di servizi.

Art. 6. In caso di morte del socio subentrano i suoi eredi. Nel caso di comproprietà di un'azione i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

Art. 7. La Società può emettere azioni con diritti diversi da quelli delle precedenti, anche privilegiate, obbligazioni ed altri strumenti finanziari a norma di legge.

Recesso del socio

Art. 8.

1. Il socio può recedere dalla società, per tutte o parte delle sue azioni, nei casi previsti dalla legge.

2. Non spetta il diritto di recesso al socio che non ha concorso all'approvazione delle deliberazioni aventi a oggetto:

a) la proroga del termine;

b) l'introduzione o la rimozione di limiti alla circolazione delle azioni.

3. La dichiarazione di recesso è efficace dal primo giorno del secondo mese successivo a quello in cui la dichiarazione di recesso giunge all'indirizzo della sede legale della società. Se in questo lasso temporale venga contestata la legittimità della dichiarazione di recesso e venga conseguentemente promosso un giudizio di arbitrato, l'efficacia della dichiarazione

di recesso è sospesa fino al giorno di notifica del lodo al recedente. Il giorno di efficacia del recesso è quello a cui deve far riferimento la valutazione delle azioni per le quali è stato esercitato il diritto di recesso.

4. La valutazione delle azioni per le quali il recedente ha esercitato il diritto di recesso è effettuata con le modalità previste dall'articolo 2437 - ter del Codice Civile.

Patrimoni destinati ad uno specifico affare

Art. 9.

1. La società potrà costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare ai sensi degli artt. 2447 - bis e seguenti del Codice Civile.

2. La deliberazione di costituzione di un patrimonio destinato è adottata con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei componenti dell'organo amministrativo.

Assemblea

Art. 10. L'assemblea è convocata dal Consiglio di Amministrazione nella sede sociale o altrove, purchè in Italia.

Art. 11. L'assemblea è ordinaria o straordinaria.

L'assemblea è convocata ogni qualvolta l'organo amministrativo lo ritenga necessario od opportuno oppure quando all'organo amministrativo ne sia fatta richiesta, con l'indicazione degli argomenti da trattare, dai soci che rappresentino almeno il 10 (dieci) per cento del capitale sociale.

L'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta all'anno entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Ove particolari esigenze lo richiedono, l'assemblea può essere convocata anche entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio stesso. L'Organo Amministrativo nella sua relazione deve far menzione di ciò ed evidenziarne i motivi.

Art. 12. L'assemblea viene convocata mediante avviso pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

La convocazione deve essere effettuata anche mediante avviso spedito ai soci e da essi ricevuto almeno 8 (otto) giorni prima del giorno fissato per l'assemblea. In tal caso l'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica).

Nell'avviso di convocazione può essere fissato altro giorno per l'eventuale seconda convocazione, nel caso in cui l'Assemblea di prima convocazione andasse deserta, purchè successivo al giorno della prima convocazione.

Sono comunque valide le assemblee, anche non convocate con regolare avviso, quando vi sia rappresentato l'intero capitale sociale e vi assistano la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo. Tuttavia in tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 13. Hanno diritto di intervenire in assemblea i soci, che abbiano depositato le loro azioni presso la sede sociale o gli istituti eventualmente indicati nell'avviso di convocazione almeno cinque giorni prima di quello stabilito per l'adunanza e che risultino regolarmente iscritti sul libro dei soci entro lo stesso termine. I Soci possono farsi rappresentare in assemblea soltanto da altri soci mediante semplice delega scritta, salve le limitazioni di legge.

Art. 14. L'assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in sua mancanza, da altra persona scelta fra i soci presenti. Il Presidente è assistito da un segretario, nominato dal Presidente anche al di fuori dei soci, o da un notaio nelle assemblee straordinarie.

Art. 15. Ogni azione dà diritto ad un voto.

Art. 16. L'assemblea ordinaria delibera, sia in prima che in seconda convocazione, con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

L'assemblea straordinaria delibera, sia in prima che in seconda convocazione, con il voto favorevole di tanti soci, che rappresentino più della metà del capitale sociale. In caso di parità di voti la proposta si intende respinta.

La nomina delle cariche sociali così come tutte le delibere devono essere prese con voto palese. Le nomine delle cariche sociali sono prese a maggioranza relativa e in caso di parità di voti è eletto il candidato titolare del maggior numero di azioni.

Art. 16. bis

1. Si riuniscono in assemblee speciali al fine di deliberare sui loro interessi comuni e sulle deliberazioni degli organi societari che incidono sui loro diritti:

- a) per ciascuna emissione, i titolari di azioni fornite di diritti diversi da quelle ordinarie;
- b) per ciascuna emissione, i titolari di obbligazioni.

2. Le deliberazioni degli organi sociali che incidano sui diritti dei soggetti di cui al comma 1 sono inefficaci se non approvate dall'assemblea speciale.

3. Per il funzionamento delle assemblee speciali si applica la normativa di cui all'articolo 2415 del codice civile.

Amministrazione e rappresentanza

Art. 17. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da cinque a sette membri.

Art. 18. Gli amministratori durano in carica tre esercizi, fino alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica e sono rieleggibili.

Nel periodo intercorrente tra la data di decadenza per scadenza del termine di durata della carica e quella di accettazione della carica da parte dei nuovi eletti, gli amministratori decaduti continuano ad esercitare tutti i poteri previsti dalla legge e dallo statuto, senza limitazione alcuna, e restano immutate le attribuzioni dell'organo amministrativo. Qualora venisse a mancare, per dimissioni, la metà dei consiglieri in carica si intenderà decaduto l'intero Consiglio.

Art. 19. Il Consiglio di Amministrazione, se non nominato dall'assemblea, elegge fra i propri membri il Presidente e può eleggere, ove lo ritenga opportuno un Vice Presidente e uno o più Amministratori Delegati.

Il Presidente, il Vice-Presidente e gli Amministratori Delegati sono rieleggibili. Il Consiglio di Amministrazione può nominare un segretario, scelto anche al di fuori dei suoi membri.

Art. 20. Il Consiglio di Amministrazione si raduna tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci lo ritenga opportuno, o quando ne sia fatta richiesta al Presidente da almeno due amministratori o dai sindaci. La convocazione è fatta dal Presidente nel luogo designato nell'avviso di convocazione con lettera spedita almeno tre giorni liberi prima dell'adunanza, al domicilio di ciascun consigliere. In caso di urgenza la convocazione può essere effettuata telegraficamente.

Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità, siano presenti tutti i membri del consiglio stesso e tutti i componenti del collegio sindacale, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

Art. 21. Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

In caso di parità, è preponderante il voto del Presidente. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio si richiede la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica.

Le deliberazioni dell'organo amministrativo, ivi compresa quella di costituzione del patrimonio destinato, sono adottate con il voto favorevole della maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo presenti; il consigliere astenuto si considera presente alla votazione. In caso di parità di voti, la deliberazione proposta si intende approvata o non approvata a seconda di come ha votato chi presiede la seduta. Le modalità di espressione del voto, fermo restando che deve in ogni caso trattarsi di una modalità che consenta l'individuazione di coloro che esprimano voti contrari oppure che si astengano, sono decise con il voto favorevole della maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo.

Il voto non può essere dato per rappresentanza né per corrispondenza.

Il verbale delle adunanze e delle deliberazioni del consiglio di amministrazione deve essere tempestivamente redatto ed è sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Il verbale deve indicare:

- a) la data dell'adunanza;
- b) anche in allegato, l'identità dei partecipanti;
- c) su richiesta dei membri dell'organo amministrativo, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno;
- d) le modalità e il risultato delle votazioni;

e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei favorevoli, degli astenuti o dei dissenzienti.

Ove prescritto dalla legge e pure in ogni caso l'organo amministrativo lo ritenga opportuno, le funzioni di segretario sono attribuite a un notaio designato dall'organo amministrativo medesimo.

Art. 22. A cura del Presidente del Consiglio di Amministrazione e del Segretario che ne sottoscrivono i verbali è tenuto il libro delle adunanze e delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione.

Art. 23. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria della società ad eccezione di quanto è espressamente riservato dalla legge o dallo statuto all'assemblea. Pertanto in via esemplificativa e non tassativa ha la facoltà di acquistare, vendere e permutare beni mobili e immobili, conferirli in altre società, costituite e costituende, assumere partecipazioni ed interessenze per gli effetti dell'art. 2 dello statuto, stipulare contratti di appalto e di locazione anche ultranovennali e mutui attivi e passivi, sia in ammortamento che a mezzo di cambiali decurtabili e a termine, anche sottoponendo a ipoteca nella forma e per gli importi richiesti dagli istituti sovventori i beni della società e di terzi garanti e addivenendo al compimento di tutte le formalità del caso, comprese l'accettazione del divieto di stipulare contratti di affitto e similari e l'autorizzazione alla trascrizione di qualunque patto relativo al mutuo con esonero da responsabilità per il conservatore dei registri immobiliari, transigere e compromettere in arbitri, anche amichevoli compositori, nei casi non vietati dalla legge; compiere qualsiasi operazione attiva e passiva presso pubbliche amministrazioni, istituti bancari e privati e accendere e estinguere conti correnti bancari attivi e passivi.

Art. 24. La firma e la rappresentanza della Società di fronte ai terzi e in ogni sede amministrativo e giudiziaria spettano:

- a) al Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- b) al Vice-Presidente o ai consiglieri eventualmente delegati dal Consiglio di Amministrazione disgiuntamente dal Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può anche delegare l'uso della firma sociale con quelle limitazioni che crede opportune, a uno o più direttori o procuratori, tanto congiuntamente che disgiuntamente, e affidare speciali incarichi a terzi assegnando loro, a corrispettivo delle loro prestazioni, speciali emolumenti in quella misura e in quei modi che reputerà del caso fissare. L'Organo Amministrativo gode del Compenso fissato dall'Assemblea.

Collegio sindacale

Art. 25.

1. Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due membri supplenti, nominati dall'assemblea, la quale attribuisce pure a un sindaco effettivo la qualifica di presidente.

I Sindaci durano in carica per 3 (tre) esercizi e scadono in coincidenza dell'Assemblea convocata per l'approvazione del Bilancio dell'ultimo esercizio della loro carica.

2. Non possono essere nominati sindaci e, se nominati, decadono dalla carica, coloro che si trovano nelle condizioni di cui all'articolo 2399 del codice civile.

3. Il collegio sindacale, che deve riunirsi almeno ogni novanta giorni, viene convocato dal presidente con avviso da spedirsi almeno otto giorni prima dell'adunanza a ciascun sindaco e, nei casi di urgenza, almeno tre giorni prima. L'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica).

4. Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri previsti dagli artt. 2.403 e 2.403 bis del cod. civ., ed ha inoltre i compiti ed i poteri di cui all'art. 112 del D.Lgs. n.385/93 e sue modificazioni.

5. Il collegio sindacale è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità, siano presenti tutti i membri del collegio stesso, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

6. I Sindaci effettivi e supplenti devono risultare in possesso dei requisiti di professionalità ed onorabilità richiesti dalla legge.

7. La retribuzione del Collegio Sindacale viene stabilita, per tutta la durata della carica, all'atto della nomina dall'Assemblea, che indica quanto è dovuto al Presidente, ed a ciascuno degli altri Sindaci. In difetto di determinazione dell'Assemblea, spetta ai Sindaci un compenso pari al minimo delle tariffe professionali.

Controllo contabile

Art. 26.

1. Il controllo contabile è esercitato dal collegio sindacale ed in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere costituito integralmente da revisori contabili iscritti nel registro tenuto presso il Ministero della Giustizia.

2. Verificandosi i presupposti previsti dalla legge, il controllo contabile dovrà essere esercitato da un revisore contabile oppure da una società di revisione iscritti nel Registro istituito presso il ministero della Giustizia. In tal caso il Collegio Sindacale dovrà essere costituito almeno da un membro effettivo ed uno supplente iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia, mentre i restanti membri se non iscritti in tale Registro dovranno possedere le prerogative previste dall'art. 2397 2° comma del cod. civ.

3. Non possono essere incaricati del controllo contabile e, se nominati, decadono dalla carica coloro che si trovano nelle condizioni di cui all'articolo 2409-quinquies del codice civile. Nel caso di controllo contabile affidato a società di revisione, le disposizioni del presente comma si applicano con riferimento ai soci della medesima e ai soggetti incaricati della revisione.

4. L'attività di controllo contabile è documentata dall'organo di controllo contabile in un apposito libro, che resta depositato presso la sede della società.

5. L'Assemblea nel nominare il Revisore deve anche determinarne il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i tre esercizi sociali.

6. I revisori cessano dal proprio ufficio con l'approvazione del bilancio del loro ultimo esercizio sociale e sono rieleggibili.

Azione di responsabilità

Art. 27.

1. L'azione sociale di responsabilità può essere esercitata dai soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Denuncia al collegio sindacale e al tribunale

Art. 28.

1. La denuncia di cui all'articolo 2408, comma 2, del Codice Civile, è fatta da tanti soci che rappresentino il 5 (cinque) per cento del capitale sociale.

2. La denuncia di cui all'articolo 2409, comma 1, del codice civile, è fatta da tanti soci che rappresentino il 10 (dieci) per cento del capitale sociale.

Bilancio e utili

Art. 29. Gli esercizi sociali chiudono annualmente il 31 dicembre. L'organo amministrativo provvede, entro i termini e sotto l'osservanza delle disposizioni di legge, alla compilazione del bilancio e del conto profitti e perdite, corredandoli con una relazione sull'andamento della gestione sociale.

Art. 30. Dagli utili netti risultanti dal bilancio viene dedotto il cinque per cento, da assegnare alla riserva ordinaria fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale. Il resto viene destinato sulla base di deliberazione della assemblea ordinaria dei soci. Gli utili non riscossi si prescrivono a favore del fondo di riserva dopo cinque anni dal giorno in cui divennero esigibili.

Scioglimento e liquidazione

Art. 31 Addivenendosi per qualsiasi motivo allo scioglimento della società le norme per la liquidazione e la nomina del liquidatore o dei liquidatori sono stabilite dall'assemblea, osservate le disposizioni di legge.

Disposizioni generali

Art. 32. Per quanto non espressamente previsto in questo statuto si fa riferimento alle disposizioni di legge in materia. Li', 12 GEN. 2007.

Manfredini Franco

Il Presidente del Consiglio di Amministrazione

Référence de publication: 2015058989/493.

(150067738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2015.

P1 Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4970 Bettange, 39, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 141.826.

L'an deux mille quatorze, le trente et un décembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "P1 TECHNOLOGIES S.A.", établie et ayant son siège à L-4970 Bettange, 39, Rue des trois Cantons, constituée suivant acte du notaire Emile SCHLESSER de Luxembourg en date du 16 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 2484 du 10 octobre 2008, non modifiée depuis, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.826,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Alain Meurisse, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Marcel KRIER, employé, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

L'assemblée choisit comme scrutateur Marcel KRIER, employé, demeurant professionnellement à L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la société;
2. Nomination de FIDALPHA S.A. en qualité de liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son

ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société FIDALPHA S.A., établie et ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, 9, Avenue Guillaume et inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.321, liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le liquidateur est autorisé à accomplir tous actes nécessaires à la liquidation de la Société et à la réalisation des actifs de la Société sous sa seule signature pour exécution de son mandat.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, en ce compris les actes prévus à l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable des associés. Le Liquidateur peut sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales ou des tâches spécifiquement définies, déléguer à un ou plusieurs mandataires, personnes physiques ou morales, telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Le Liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux associés conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: MEURISSE, KRIER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/133. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039952/61.

(150044964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

Auris Luxembourg II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.405.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh of February,
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED

Auris Luxembourg I S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183.386,

represented by Eamonn MCDONALD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 10 February 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That the appearing party, prenamed, represented as stated above, is the sole shareholder of Auris Luxembourg II S.A., a public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 191.405, incorporated by a deed of the undersigned notary residing in Esch-sur-Alzette, on 13 October 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3548 of 25 November 2014 (the "Company"). The articles of association

of the Company have been amended by a deed of the undersigned notary on 21 November 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 211 of 27 January 2015.

2) That the capital of the Company is fixed at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

3) The appearing party declares and requests the undersigned notary to state the above named shareholder's resolutions on the following agenda:

Agenda:

1. Decision to change the financial year of the Company so that it shall commence on the first day of October and end on the last day of September of each year and therefore that the current and first financial year of the Company commenced on 13 October 2014 and will end on 30 September 2015.

2. Subsequent amendment of Article 14 of the articles of association of the Company.

The following resolutions are taken:

First resolution

The sole shareholder decides to change the financial year of the Company so that it shall commence on the first day of October of each year and shall end on the last day of September of each year and therefore that the current and first financial year of the Company commenced on 13 October 2014 and will end on 30 September 2015.

Second resolution

The sole shareholder decides, subsequently, to amend Article 14 of the articles of association of the Company, which henceforth shall read as follows:

“ **Art. 14. Financial year.** The financial year of the Company starts on the first of October and ends on the thirtieth of September of each year.”

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the french version:

L'an deux mille quinze, le onze février,

Devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A COMPARU

Auris Luxembourg I S.A., une société anonyme organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.386,

représentée par Eamonn MCDONALD, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 février 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

A déclaré et prié le notaire d'acter:

1) Que la partie comparante, prénommée, représentée comme mentionné ci-dessus, est l'actionnaire unique de Auris Luxembourg II S.A., une société anonyme ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.405, constituée suivant un acte du notaire instrumentaire résidant à Esch-sur-Alzette le 13 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3548 du 25 novembre 2014 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés suivant un acte du notaire instrumentaire le 21 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 211 du 27 janvier 2015.

2) Que le capital de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000 EUR) représenté par trente-et-un mille (31,000) actions ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune.

3) La partie comparante déclare et prie le notaire soussigné d'acter les résolutions de l'actionnaire prénommé sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de modifier l'exercice social de la Société afin qu'il commence le premier jour d'octobre et se termine le dernier jour de septembre de chaque année et donc que le premier et actuel exercice social de la Société a commencé le 13 octobre 2014 et se terminera le 30 septembre 2015.

2. Modification subséquente de l'Article 14 des statuts de la Société.

Les résolutions suivantes sont prises:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'exercice social de la Société afin qu'il commence le premier jour d'octobre de chaque année et se termine le dernier jour de septembre de chaque année et donc que le premier et actuel exercice social de la Société a commencé le 13 octobre 2014 et se terminera le 30 septembre 2015.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide, en conséquence, de modifier l'Article 14 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 14. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.»

Déclaration

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT acte, passé à Luxembourg, en date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénoms, état et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: McDonald, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 février 2015. Relation: EAC/2015/3879. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015040134/102.

(150045792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Gagfah S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 109.526.

—
EXTRAIT

Les mandats de Gerhard Zeiler, Daniel Just, Hendrik Jellema en tant que membres du conseil d'administration de la Société et le mandat de Gerhard Zeiler en tant que président du conseil d'administration ont pris fin en date du 6 mars 2015.

En date du 6 mars 2015, Dr. Pierre Berna, né le 17 avril 1947 à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et résidant professionnellement au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, a été coopté en tant que membre indépendant du conseil d'administration de la Société avec effet au 6 mars 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015.

En date du 6 mars 2015, Monsieur Rolf Buch, né le 2 avril 1965 à Weidenau, Allemagne et résidant professionnellement au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg a été coopté en tant que membre du conseil d'administration de la Société avec effet au 6 mars 2015 jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015.

En date du 6 mars 2015, Monsieur Dieter H. Ristau a été nommé président du conseil d'administration de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2015.

Référence de publication: 2015041596/22.

(150047248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Weatherford European Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.100,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 150.992.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of December.

In front of Maître Henri Hellinckx, notary public established in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.622 (the "Sole Shareholder")

here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The party hereby represented as described above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I. The Sole Shareholder is the sole shareholder of "Weatherford European Holdings (Luxembourg) S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Henri Hellinckx, prenamed, on 14 December 2010, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150.992 (the "Company").

II. That the 502 (five hundred and two) shares having a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) each and representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 65,412,700 (sixty-five million four hundred twelve thousand seven hundred United States Dollars) so as to increase it from its current amount of USD 25,100 (twenty-five thousand one hundred United States Dollars) to USD 65,437,800 (sixty-five million four hundred thirty-seven thousand eight hundred United States Dollars) through the issuance of 1,308,254 (one million three hundred eight thousand two hundred fifty-four) new shares with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars), subject to the payment of a share premium amounting to USD 6,475,859,306 (six billion four hundred seventy-five million eight hundred fifty-nine thousand three hundred six United States Dollars), the whole to be fully subscribed through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l. of the new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of article 8. of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the sole shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 65,412,700 (sixty-five million four hundred twelve thousand seven hundred United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 25,100 (twenty-five thousand one hundred United States Dollars) to USD 65,437,800 (sixty-five million four hundred thirty-seven thousand eight hundred United States Dollars) by the issue 1,308,254 (one million three hundred eight thousand two hundred fifty-four) new shares having a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 6,475,859,306 (six billion four hundred seventy-five

million eight hundred fifty-nine thousand three hundred six United States Dollars) (the "Share Premium"), out of which an amount of USD 6,541,270 (six million five hundred forty-one thousand two hundred seventy United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting of 5,413,512 (five million four hundred thirteen thousand five hundred twelve) shares held by the Sole Shareholder in Weatherford U.S. Holdings, L.L.C., a limited liability company organized and existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America and registration number 3510084, having an aggregate value of USD 6,541,272,006 (six billion five hundred forty-one million two hundred seventy-two thousand six United States Dollars) (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of the proxy given under private seal.

The Sole Shareholder declares to subscribe the New Shares. The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium.

The New Shares as well as the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to USD 6,541,272,006 (six billion five hundred forty-one million two hundred seventy-two thousand six United States Dollars). Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 17 December 2014, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contribution's existence

A proof of the Contribution has been given to the undersigned notary.

Manager's intervention

Thereupon intervene:

- Peter Lovasz, category A manager, with professional address at 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Bastiaan Van Houts, category A manager with professional address at 1 Bahnhofstrasse, CH-6340 Zug, Switzerland;
- Tamas Mark, category B manager with professional address at 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and
- Andrew O'Shea, category B manager with professional address at 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

here represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, in accordance with the provisions of the statement of contribution value established on 17 December 2014,

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the contribution in kind described above, they expressly agree with the description of this contribution, with their valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the Sole Shareholder now holds all the 1,308,756 (one million three hundred eight thousand seven hundred fifty-six) ordinary shares.

The notary acts that all the shares mentioned above, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution described above having been fully carried out, it is resolved to amend article 8. of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 65,437,800 (sixty-five million four hundred thirty-seven thousand eight hundred, represented by 1,308,756 (one million three hundred eight thousand seven hundred fifty-six) shares with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for the amendment of the Articles."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about eight thousand Euros (8,000.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire public établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Comparaît alors:

Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social sis au 67, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146.622 (l' «Associé Unique»).

ici représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ledit pouvoir ayant été signé «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire soussigné, demeurera annexé au présent acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus a requis du notaire soussigné de noter comme suit:

I.- L'Associé Unique est l'associé unique de «Weatherford European Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social sis au 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte passé par Maître Henri Hellinckx, précité, le 14 décembre 2010, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.992 (la «Société»).

II.- Que les 502 (cinq cent deux) parts sociales ayant une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars américains) chacune et représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 65.412.700 USD (soixante-cinq millions quatre cent douze mille sept cents Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 25.100 USD (vingt-cinq mille cent Dollars américains) à 65.437.800 USD (soixante-cinq millions quatre-cent-trente-sept mille huit cents Dollars américains) par l'émission de 1.308.254 (un million trois cent huit mille deux cent cinquante-quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars américains), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 6.475.859.306 USD (six milliards quatre cent soixante-quinze millions huit cent cinquante-neuf mille trois cent six Dollars américains), le tout devant être entièrement souscrit au moyen d'un apport en nature;

3. Souscription et paiement par Weatherford International (Luxembourg) Holdings S.à r.l. des nouvelles parts au moyen d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification subséquente de l'article 8. des statuts de la Société; et

6. Divers.

Après que ce qui précède ait été adopté par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est également décidé que toute la documentation pertinente produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 65.412.700 USD (soixante-cinq millions quatre cent douze mille sept cents Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 25.100 USD (vingt-cinq mille cent Dollars américains) à 65.437.800 USD (soixante-cinq millions quatre-cent-trente-sept mille huit cents Dollars américains) par l'émission de 1.308.254 (un million trois cent huit mille deux cent cinquante-quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars américains) chacune (les «Nouvelles Parts»), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale d'un montant de 6.475.859.306 USD (six milliards quatre cent soixante-quinze millions huit cent cinquante-neuf mille trois cent six Dollars américains) (la «Prime d'Emission»), duquel un montant de 6.541.270 USD (six millions cinq cent quarante-et-un mille deux cent soixante-dix Dollars américains) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être entièrement payé au moyen d'un apport en nature consistant en 5.413.512 (cinq millions quatre cent treize mille cinq cent douze) parts sociales détenues par l'Associé Unique dans Weatherford U.S. Holdings, L.L.C., une société à responsabilité limitée organisée et existante selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social sis au 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et numéro d'immatriculation 3510084, ayant une valeur globale de 6.541.272.006 USD (six milliards cinq cent quarante-et-un millions deux cent soixante-douze mille six Dollars américains) (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts et de la Prime d'Emission au moyen de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient alors l'Associé Unique, ici représenté par M. Régis Galiotto, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

L'Associé Unique déclare souscrire aux Nouvelles Parts. L'émission des Nouvelles Parts est également soumise au paiement de la Prime d'Emission.

Les Nouvelles Parts ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique au moyen de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 6.541.272.006 USD (six milliards cinq cent quarante-et-un millions deux cent soixante-douze mille six Dollars américains). Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration de valeur de l'apport date du 17 décembre 2014, qui restera annexée au présent acte afin d'être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'apport

Une preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné.

Intervention des gérants

Interviennent alors:

- Peter Lovasz, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle au 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Bastiaan Van Houts, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle à 1 Bahnhofstrasse, CH-6340 Zug, Suisse;

-Tamas Mark, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Andrew O'Shea, gérant de catégorie B, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ici représentés par M. Régis Galiotto, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, conformément aux dispositions de la déclaration de valeur de l'apport établie le 17 décembre 2014,

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'apport en nature, acceptent expressément la description de cet apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'Associé Unique détient maintenant toutes les 1.308.756 (un million trois cent huit mille sept cent cinquante-six) parts sociales ordinaires.

Le notaire acte que toutes les parts sociales mentionnées ci-dessus, représentant le capital social entier de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider des résolutions à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, et l'Apport décrit ci-dessus ayant été pleinement effectué, il est décidé de modifier l'article 8. des statuts de la Société afin de le lire comme suit:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 65.437.800 USD (soixante-cinq millions quatre-cent-trente-sept mille huit cents Dollars américains) représenté par 1.308.756 (un million trois cent huit mille sept cent cinquante-six) parts sociales ayant une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars Américains) chacune.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.»
Aucune autre modification n'est apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ huit mille Euros (8.000.- Euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, en foi de quoi le présent acte a été dressé à Luxembourg au jour figurant en-tête du présent.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63347. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015041311/240.

(150046622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

AM Solutions, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 22, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 195.259.

—
STATUTS

L'AN DEUX MIL QUINZE.

LE VINGT-SIX FEVRIER.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Alain MORLET, consultant en informatique, né le 7 septembre 1977 à Uccle (Belgique), demeurant au 22, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg,

ici représenté par Madame Laetitia PETIT, employée, demeurant professionnellement à Steinfort, spécialement mandatée à cet effet par procuration en date du 9 février 2015.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «AM Solutions».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, ou en participation avec des tiers:

- la prestation de services, la consultance, le coaching, la formation et le dépannage dans le domaine informatique, en ce inclus, le développement de logiciels et de sites internet.

- la réalisation de toute opération d'achat, de vente, d'importation, d'exportation et plus généralement toute opération de commerce et de distribution se rapportant à tout matériel ou équipement informatique ou électronique ainsi que la vente de logiciels et de licences.

La société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger dans le cadre de son patrimoine propre.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie, ou se porter caution personnelle et/ou réelle pour d'autres personnes morales et/ou physiques, y compris au profit de ses associés, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra enfin, tant au Luxembourg qu'à l'Etranger, réaliser toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Les 100 (cent) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, Monsieur Alain MORLET, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constataion

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.100,-.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique:

Monsieur Alain MORLET, consultant en informatique, né le 7 septembre 1977 à Uccle (Belgique), demeurant au 22, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg

avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts.

Il pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Le mandat des gérants est établi pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 22, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par noms, prénoms, états et demeures, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. PETIT, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/6268. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015040161/118.

(150046172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Danske Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 14.101.

La liste des fondés de pouvoir (A) et (B) de la banque a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015041496/10.

(150047420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Phase In S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 186.510.

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of March.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Ms. Pascale MAUPIN BAUDIN, entrepreneur, residing at 3, rue de la Gare, B-1040 Brussels, Belgium, duly represented by Mr Paul KRIER, employee, professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 11 February 2015.

Said proxy, initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of "PHASE IN S.à r.l.", ("the Company"), a limited liability company ("société à responsabilité limitée") which had its registered office at 20, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, and is registered with the Trade Companies' Register of Luxembourg section B number 186.510. The registered office of the Company has been denounced by the former domiciliary agent of the Company on 13 January 2015, according to an extract published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 376 on 11 February 2015. The Company was incorporated by a notarial deed of 27 March 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1704 on 2 July 2014. The articles of incorporation have not been amended.

The appearing party, representing the whole corporate capital of the Company, required the undersigned notary to act the following resolution:

Sole resolution

The sole shareholder resolves to fix the registered office of the Company to 6, rue d'Arlon, L-8399 Windhof (Luxembourg).

Consequently the first sentence of the article 2 is amended as follows:

" Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office is established in the municipality of Koerich".

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le cinq mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

Madame Pascale MAUPIN BAUDIN, entrepreneur, demeurant au 3, rue de la Gare, B-1040 Bruxelles, Belgique, ici représentée par Monsieur Paul KRIER, employé privé, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 11 février 2015.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de «PHASE IN S.à r.l.» (ci après la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant eu son siège social au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 186.510. Le siège social de la Société a été dénoncé par l'ancien domiciliaire de la Société en date du 13 janvier 2015, suivant extrait publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 11 février 2015, sous le numéro 376. La Société a été constituée suivant acte notarié en date du 27 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 2 juillet 2014, sous le numéro 1704. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé décide de fixer le siège social de la Société au 6, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 2 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Koerich.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. KRIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 mars 2015. Relation: EAC/2015/5619. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015040598/70.

(150046006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

Cytheo International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 195.256.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the second day of March.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of her prevented colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), who last named shall remain depositary of the present deed

There appeared:

Mr. Benoit COLIN, businessman, born on 26th of January 1978 at Montreuil, France, with a permanent residence at 33, Rue Rennequin in F-75017 Paris, France,

here represented by Mr. Max MAYER, employee, having his professional address at Junglinster, 3 route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney substituted to him. The said power signed "ne varietur" by the appearing party and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed.

Such appearing party in the capacity in which he acts, has requested the officiating notary to draw up the following articles of incorporation ("the Articles") of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which such party declares to incorporate.

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Cytheo International S.à.r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part

of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The object of the Company also includes the holding of all intellectual and industrial property rights such as trademarks, patents and domain names.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into one hundred (100) shares with a par value of one hundred and twenty-five euros (EUR 125) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to nonshareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by email pdf or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions and meeting minutes, including circular resolutions, may be conclusively signed and/or certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will be validly bound by the sole signature of one class B manager in all circumstances and by the sole signature of one class A manager for the following acts and operations:

- opening and closing of bank accounts,
- securing legal and accounting advice,
- dealing with general financial and tax returns, and
- general day-to-day administrative tasks.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers provided that, in the event of classes of managers, signatory powers shall have been delegated by the signature of one class B manager in all circumstances or, with respect to the signatory powers granted to the class A manager under this article 7, by the sole signature of the class A manager.

Art. 8. Liability Managers. The Manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted

meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

In case and for as long as the company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the first Monday of the month of May each year at 1 p.m. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory Provision

The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2015.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing Mr. Benoit COLIN, prenamed, has subscribed to all the shares.

Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Extraordinary decision of the meeting of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
2. Is appointed as main manager for an undetermined duration:

Mr. Benoit COLIN, businessman, born on 26th of January 1978 at Montreuil, France, with a permanent residence at 33, Rue Rennequin in F-75017 Paris, France.

3. The Company will be bound by the signature of the aforementioned manager for all acts within the bounds laid down by its purpose or by the Law.

Whereof the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le deux mars.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redangesur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A comparu:

M. Benoit COLIN, homme d'affaires, né le 26 janvier 1978 à Montreuil, France, demeurant au 33, Rue Rennequin à F-75071 Paris, France

ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3 route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui substituée datée du 22 Janvier 2015, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

La partie comparante, ès qualités, a demandé au notaire instrumentant, d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée («les statuts») qui est constituée par la présente comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Cytheo International S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autre entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

L'objet de la société couvre également la détention de tous droits intellectuels et industriels, tels que marques, brevets et noms de domaine.

La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de LUXEMBOURG, GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG. Il peut être transféré en toute autre localité du GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par email pdf ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions

des gérants et les procès-verbaux des réunions, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées et/ou certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature individuelle d'un gérant de classe B en toutes circonstances et par la signature individuelle d'un gérant de classe A pour les actes et opérations suivants:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;
- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance par deux gérants, étant entendu que s'il existe des classes de gérants, des pouvoirs de signature seront délégués par un gérant de classe B en toutes circonstances ou, concernant les pouvoirs de signature accordés au gérant de classe A conformément à cet article 7, par la signature individuelle du gérant de classe A.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les Gérant(s) ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité

comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

A partir du moment où la société compte plus de 25 associés, la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés est obligatoire. La date de l'assemblée générale est fixée au premier lundi du mois de mai de chaque année à 13h. Si ce jour n'est pas ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31^{ème} jour du mois de décembre 2015.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par le comparant M. Benoit COLIN, préqualifié, a souscrit à toutes les parts sociales.

Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Décision de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les décisions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

M. Benoit COLIN, homme d'affaires, né le 26 janvier 1978 à Montreuil, France, demeurant au 33, Rue Rennequin à F-75071 Paris, France.

3. La Société se trouvera engagée par la seule signature de ce seul gérant pour tous les actes posés dans la limite de l'objet social et de la Loi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a compris et parle la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 mars 2015. Relation GAC/2015/1844. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015040237/438.

(150046219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

SCP III Holding SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 195.202.

—
Extrait du contrat social de SCP III Holding SCS (le «Contrat»), exécuté le 19 février 2015.

1. Associé conjointement et solidairement responsable

StepStone European Fund GP, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg le 28 janvier 2015, ayant son siège social au 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 194395 Associé Commandité»).

2. Nom, objectif et siège social

Le nom de la Société est «SCP III Holding SCS».

L'objet de la Société est d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut faire des emprunts sous toute forme, sauf par voie d'offre publique, mais seulement à court terme et ne dépassant pas 10% de la valeur de l'actif net de la Société à tout moment. En outre, la Société peut entreprendre des opérations de financement par et à travers des opérations se rapportant directement ou indirectement à l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de prises d'intérêts dans des sociétés appartenant aux membres des mêmes groupes de sociétés à laquelle la Société appartient, y compris, sans limitation, l'octroi de prêts à ces sociétés et l'octroi de toute assistance, avances ou garanties à ces sociétés.

La Société peut également effectuer toutes opérations qui sont directement ou indirectement liées à son objet social.

L'Associé Commandité ne prend aucune mesure qui n'entre pas dans cet objet sauf en cas d'une résolution modifiant l'objet adoptée par une décision unanime des Associés conformément à l'Article 16.

La Société a son siège social au 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Désignation du gérant et pouvoirs de signatures

La Société est gérée par l'Associé Commandité, qui est son gérant unique.

La Société est engagée envers les tiers en toutes circonstances (i) par la signature d'entreprise de l'Associé Commandité agissant par l'intermédiaire de ses organes ou représentants, ou (ii) par la personne à laquelle la gestion journalière a été déléguée dans le cadre de la délégation de cette gestion journalière, ou (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toute autre personne à qui le pouvoir a été délégué par l'Associé Commandité mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

4. Dates à lesquelles la Société doit commencer et se terminer

La Société a été formée le 19 février 2015. La Société a été formée à une durée illimitée sous réserve que la Société sera automatiquement mise en liquidation en cas de liquidation du Compartiment.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015040019/39.

(150044841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.
